**III) les deux guerres du Golfe (1991 et 2003) et leurs prolongements : d'une guerre interétatique à un conflit asymétrique**

L'Irak sort ruiné de la guerre contre la république islamique d'Iran (1980-1988). Pourtant, soutenu durant le conflit par les États occidentaux, il a renforcé sa capacité militaire.

Le 2 août 1990, la République irakienne envahit l’émirat du Koweït. Le conflit a pour origine les prétentions irakiennes sur les îles de Warba et de Bubiyan, des réclamations sur le gisement de Rumaila (qui est transfrontalier), sur le non-respect par le Koweït des quotas de l’OPEP, et sur la dette irakienne de 65 milliards souscrite auprès des États du Golfe et des États-Unis. Le 2 août 1990, l'armée irakienne n'a ainsi aucun mal à envahir le petit émirat pétrolier du Koweït. Saddam Hussein comptait sur le soutien de l'URSS et des pays arabes, et sur la passivité des États-Unis.

L’Irak annonce annexer le Koweït, ce qui panique l’Arabie saoudite (qui ne peut s’opposer à une invasion) et les pays occidentaux (c’est une menace pour leur approvisionnement pétrolier : les prix montent). En conséquence, d’une part le Conseil de sécurité condamne l’Irak (résolution 660 le 2 août), d’autre part le roi Fahd d’Arabie saoudite appelle à l’aide le gouvernement des États-Unis. Dès le 7 août 1990, les États-Unis envoient des troupes à Dahran en Arabie saoudite, puis le 8 à Riyad : c’est le début de l’Opération Desert Shield.

L’Irak se retrouve rapidement face à toute une coalition internationale, composée de 41 États. Les forces coalisées se déployèrent essentiellement sur le territoire saoudien. Le 29 novembre 1990, le Conseil de sécurité vote la résolution 678 condamnant l’invasion du Koweït par l’Irak, proposée par les États-Unis, avec abstention de la Chine : si l’Irak n’évacue pas avant le 15 janvier 1991, les États membres peuvent « utiliser tous les moyens ». La mi-janvier permet d’envisager des combats avant les chaleurs estivales et avant le ramadan (qui commence en 1991 le 17 mars).

Après l’expiration de l’ultimatum, les opérations militaires débutent le 17 janvier 1991, sous le nom de code d’Opération Desert Storm, subdivisées en deux phases : d’abord 1 000 heures de préparation par bombardements aériens (Opération Instant Thunder) du 17 janvier au 23 février 1991 ; ensuite 100 heures d’assaut terrestre (Opération Desert Sabre) du 24 au 28 février 1991.

Une large partie de l’armée irakienne étant détruite, la situation intérieure devient très instable en Irak, d’autant que les sanctions économiques (et donc le rationnement) sont maintenues jusqu’à 2003. Début mars, les populations chiites du Sud-Est, ainsi que celles kurdes du Nord, entrent en révolte, accompagnées de mutineries parmi les militaires. Le gouvernement de Saddam Hussein réussit à garder le contrôle de la capitale, puis à reconquérir en avril le Sud grâce aux unités loyalistes de la Garde républicaine. En réaction, les États-Unis, le Royaume-Uni et la France proclament deux zones d’interdiction aérienne (no-fly zones : Operations Northern & Southern Watch) sur le Nord et la moitié Sud de l’Irak. Ce dispositif est complété par des actions humanitaires (opération Provide Comfort : eau, rations et tentes aux réfugiés) à partir du 6 avril 1991.

La résolution rapide et concerté de la Guerre du Golfe fait naitre l’espoir d’un monde sans conflits : **l’ONU n’est plus paralysée** (la fin de la Guerre froide marque une fin de l’usage systématique du droit de véto).

- Toutefois **l’Irak subit des sanctions lourdes** de la part de l’ONU. L’Irak est placé sous embargo, même si ce régime est ensuite assoupli avec le programme « pétrole contre nourriture ». **L’antiaméricanisme** s’y développe à mesure que la pauvreté s’y installe.

- L’opportunité est donnée aux **Kurdes** de mettre en place un **régime d’autonomie**

- Plus surprenant, **S. Hussein** exploite la situation pour **renforcer son pouvoir** : il en profite pour **accroitre son contrôle sur la population**, et sur le **parti Baas** (en offrant des petits privilèges à ses membres).

La situation change avec les attentats du 11 septembre 2001 à New York et Washington. Après l’intervention en Afghanistan contre Al-Qaïda, face à l’intransigeance de Saddam Hussein, le nouveau gouvernement des États-Unis (George W. Bush est président de janvier 2001 à janvier 2009) décide une nouvelle opération militaire, mais cette fois-ci avec Bagdad comme objectif, pour changer le gouvernement irakien. Pour justifier cette opération de décapitation, les États-Unis accusent l’Irak de soutenir elle-aussi Al-Qaïda, et de continuer à développer des « armes de destruction massive » (NBC) malgré les mises en garde des Nations unies. Selon eux, une attaque préventive (avant qu’elle n’utilise ces armes), voire préemptive (avant qu’elle n’en dispose), est nécessaire. Mais la situation internationale a changé par rapport à 1990. Au Conseil de sécurité, l’Allemagne (alors membre non permanente), la Chine, la France et la Russie s’oppose à cette atteinte à la souveraineté d’un État, d’autant que l’Irak a accepté la résolution 1441 du 8 novembre 2002, permettant aux inspecteurs onusiens d’inspecter les installations irakiennes. Le 5 février 2003, le secrétaire d’État Colin Powell présente ses preuves au Conseil de sécurité, avec le soutien britannique ; le 14 février, la France répond par le refus français, avec le soutien chinois et russe. Le système de vote au Conseil (avec quasi-veto des cinq membres permanents) empêche les États-Unis d’obtenir la légitimité de l’ONU pour envahir l’Irak ; en contrepartie, il empêche aussi les autres membres de condamner l’action étasunienne.

L’invasion n’est pas unilatérale, les États-Unis ne partent pas en guerre seuls, mais la coalition de 2003 n’est pas celle de 1991. Officiellement, 46 États sont coalisés, mais pour la plupart leur participation se limite à un soutien diplomatique. L’opposition à la guerre en Irak est puissante, divisant les États (notamment au sein de l’UE) mais aussi les sociétés avec d’imposantes manifestations.

L’invasion (opération Iraqi Freedom) commence le 20 mars 2003. La victoire américaine en Irak est proclamée le 14 avril. Après la destruction de toute résistance organisée irakienne, les forces de la coalition passent à une mission de « stabilisation ». Dans la pratique, il s’agit d’une occupation militaire essentiellement étasunienne. L’occupation s’appuie désormais sur la résolution 1483 du Conseil de sécurité des Nations unies votée le 22 mai 2003, prévoyant un retour progressif à la souveraineté pour l’Irak. L’administration est confiée à l’Office for Reconstruction and Humanitarian Assistance (ORHA), à partir du 21 avril 2003. Il s’agit d’une administration civile, mais qui dépend du département de la Défense des États-Unis. La situation évolue à partir du 12 mai 2003, deux orders (décrets) : le premier a pour titre De-Ba’athification of Iraqi Society (16 mai 2003), ciblant les 700 000 membres du parti Baas  (**débaasification)** ; le deuxième dissous les forces armées irakiennes ainsi que les services de sécurité et de renseignement (23 mai 2003). Il ordonne ensuite une large privatisation de l’économie irakienne.

L’Irak est dans une situation chaotique. L’État s’est effondré, les banques et musées ont été pillés, ainsi que les stocks militaires. Les règlements de compte sont nombreux entre individus, clans, groupes ethniques ou religieux. Les milliers de militaires rentrent chez eux, mais des anciens membres des forces spéciales irakiennes, de la Garde républicaine et des « Fedayin Saddam » ont constitué de nombreux stocks d’armes et de munitions. Plusieurs anciens dirigeants irakiens du parti Baas ont été arrêtés, mais Saddam Hussein et ses deux fils se cachent encore quelques temps. Oudaï et Qoussaï sont tués le 22 juillet 2003 à Mossoul, tandis que Saddam est capturé le 13 décembre 2003 près de Tikrit, jugé, puis pendu le 30 décembre 2006.

Une résistance à l’occupation se développe progressivement en Irak à partir de mai-juin 2003, marquée par des attaques de guérilla, peu nombreuses au début, ciblant les patrouilles, les convois et les installations. La résistance s’organise en une multitude de petits mouvements, certains avec des références nationalistes, d’autres islamistes ; s’y côtoient des groupes de loyalistes baasistes, quelques communistes, des criminels, mais aussi des djihadistes internationaux. Parmi ces derniers, le plus connu est le Jama’at al-Tawhid wal-Jihad (« Organisation du monothéisme et de la guerre sainte »), renommé en octobre 2004 « Al-Qaïda en Mésopotamie », accueillant beaucoup de volontaires étrangers (son chef, Al-Zarqaoui, est Jordanien).

Les attaques exacerbent l’agressivité des troupes américaines envers les civils, ce qui dégénère parfois en exactions, lors des patrouilles, des fouilles et des interrogatoires, tel que les tirs sur les manifestants, ou les crimes commis dans la prison d’Abou Ghraib (une prison à l’ouest de Bagdad), renforçant davantage le rejet de l’occupant. D’une guerre interétatique entre l’Irak et la coalition (de mars à avril 2003), on passe à un conflit asymétrique entre les Irakiens et la coalition (de mai 2003 à l’été 2009, avec évacuation américaine en décembre 2011), qui se double d’une guerre civile entre Irakiens (de février 2006 à décembre 2017). Les troupes de la coalition prennent de moins en moins de risques, s’enfermant dans de vastes bases sécurisées pour attendre la fin de leur rotation (leur période d’un an en Irak). Les opérations au contact de la population sont de plus en plus laissées aux paramilitaires irakiens et aux sociétés militaires privées.

Le 7 juin 2006, le chef d’Al-Qaïda en Mésopotamie, Al-Zarqaoui, est tué par les Américains. Le 13 octobre 2006, le « Conseil consultatif des moudjahidines en Irak », représentant depuis janvier six mouvements djihadistes dont Al-Qaïda, proclame l’« État islamique d’Irak ».

Les gouvernements des États-Unis et de l’Irak s’accordent en novembre 2008 sur un retrait progressif américain. La Zone verte de Bagdad passe sous contrôle irakien en janvier 2009. Fin 2009, les troupes américaines ne patrouillent plus dans les rues. La dernière unité de combat part le 18 décembre 2011. Le rôle des militaires américains en Irak est depuis d’assurer l’entraînement et le conseil des forces armées irakiennes, ainsi que d’assurer la sécurité des diplomates et civils américains. Du 20 mars 2003 au 15 décembre 2011, l’invasion puis l’occupation de l’Irak ont fait 4 806 morts et un peu plus de 36 000 blessés parmi les troupes de la coalition, dont 4 490 et 32 241 parmi les forces armées des États-Unis. S’y rajoutent les morts des sociétés privées de sécurité (3 481) et des forces de l’ordre irakiennes (12 000). Le nombre de morts irakiens est estimé entre 183 000 et 500 000 civils .

La situation en Irak se complique davantage à partir de 2006 avec le début d’une guerre confessionnelle, essentiellement entre chiites et sunnites. Ce conflit peut être découpé en deux périodes : la première guerre civile irakienne, du 22 février 2006 au 30 juin 2009 ; la seconde guerre civile irakienne, du 30 décembre 2013 au 9 décembre 2017.

Les années 2009 à 2011 correspondent à une accalmie en Irak, avec beaucoup moins d’affrontements interconfessionnels et le retrait progressif de la Coalition. Le conflit irakien renaît de ses cendres à cause de la guerre civile syrienne, qui se déclenche en 2011. L’ÉII s’y implique en soutien des sunnites syriens, y conquérant des territoires le long de l’Euphrate, d’où son changement de nom en avril 2013 pour l’« État islamique en Irak et au Cham » (ou au Levant, ÉIIL en français, ISIS en anglais et Daech en arabe), puis en juin 2014 l’« État islamique ».

* **Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, les peuples du Moyen-Orient vivent dans un climat de violence et de guerre**. Les désaccords qui opposent les belligérants sont de différentes natures : conflits territoriaux et frontaliers (guerre Iran-Irak, invasion du Koweït), conflits interethniques (question kurde), conflits interconfessionnels (juifs et musulmans en Israël, chiites et sunnites en Irak).
* **Les guerres moyen-orientales opposent le plus souvent des États et sont donc considérées comme interétatiques** : conflit israélo-arabe, conflit irako-iranien, guerres du Golfe. Mais ces guerres peuvent aussi être **asymétriques** dès le départ (Kurdes réclamant leur indépendance) ou le devenir après plusieurs années de conflits (question israélo-palestinienne, violences en Irak après l'intervention américaine). Elles prennent alors un autre visage, celui de la violence quotidienne et du terrorisme**.** Ce dernier s'exporte même, lorsque les islamistes font de l'Occident une cible (Al-Qaïda en particulier). Les guerres du Moyen-Orient sont en effet considérées par certains comme une des manifestations du **choc des civilisations**, alors même qu'elles opposent surtout les communautés de la région.
* Ces guerres montrent aussi **l'impuissance de l'ONU dans son rôle de médiateur**, révèlent le jeu des grandes puissances qui défendent leurs intérêts (les États-Unis en particulier), ou la capacité d'influence et de nuisance de puissances régionales comme l'Iran, l'Arabie Saoudite ou la Turquie. La multiplication des acteurs complexifie la résolution des conflits en cours.